

échos politiques de la prétendue équité et prévisibilité de l'économie internationale dans un système commercial ouvert, transparent et fondé sur des règles.

Le système économique international n'est aucunement relié à ces déclarations, dans la mesure où l'approche libérale nécessite la dichotomie entre les affaires politiques et les affaires économiques. Cela entraîne la légitimation de l'institutionnalisation de l'État minimaliste dans les traités sur le commerce international et les investissements. De cette manière, l'autoritarisme de l'État libéral est assorti d'un signe d'approbation paternaliste à l'égard des droits humains de la femme et des droits des autres qui ont besoin de protection, tels que les enfants et les travailleurs migrants. De telles déclarations visent précisément à ne pas ébranler l'impérialisme de la mondialisation. L'autoritarisme et le paternalisme sont les deux facettes de l'État libéral patriarcal et peuvent être interprétés comme les aspects sexospécifiques de l'hégémonie.

L'auteur explore cette critique théorique en examinant la Marche des femmes contre la pauvreté et la violence qui a eu lieu en 2000 et, plus particulièrement, les déclarations du CCA à ce propos, ainsi que les mouvements sociaux d'opposition qui ont formé une « Alliance sociale hémisphérique » pour protester contre l'élaboration de l'ALÉA.